UNHCR
The UN Refugee Agency

MALI

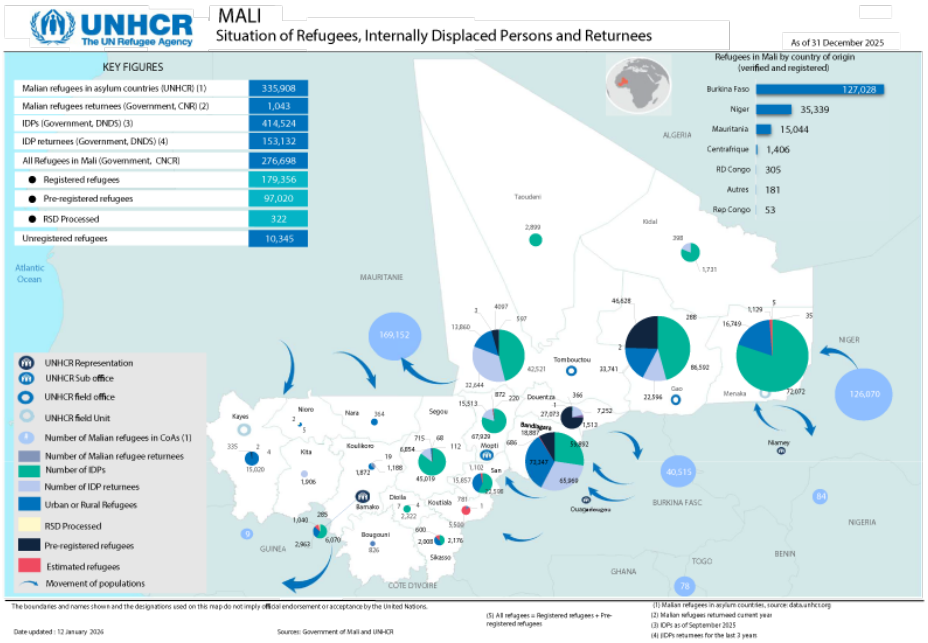
OPERATIONAL UPDATE

Trimestriel | Oct–Nov-Dec 2025

STATISTIQUES / MAP au 31 DECEMBRE 2025

335,908	Réfugiés maliens dans les pays d'asile (UNHCR)
1,043	Réfugiés maliens de retour (Gouvernement, DNDS)
414,524	PDIs (Gouvernment, DNDS)
153,132	PDIs returnées (Gouvernment, CNCR)
276,698	Refugiés au Mali (Gouvernement, CNCR)
10,345	Réfugiés non enrégistrés

Chiffres clés sur les déplacements de populations



Principales réalisations

	13 628 Réfugiés enregistrés biométriquement par la Commission nationale pour les réfugiés (CNCR) et le HCR.		**113** Enseignants formés en didactique des disciplines, en santé mentale et en éducation inclusive.		**1 161** Personnes ont bénéficié de séances de sensibilisation sur les VBG dans plusieurs localités.
NFI	**10 818** Ménages ont reçu de l'assistance cash pour l'achat des articles non alimentaires		**2 974** Individus de 549 ménages ont reçu de l'assistance cash pour contribuer à répondre à leurs besoins en abris.		**936** Individus sensibilisés aux conséquences de la migration irrégulière, au processus de détermination du statut de réfugié et aux procédures de demande d'asile au Mali.

Distribution du cash pour l'achat des articles non alimentaires à Koro : Photo : HCR Mali

Contexte Opérationel

Durant le quatrième trimestre 2025, la situation humanitaire au Mali a évolué dans un contexte marqué par la persistance de défis sécuritaires, la poursuite de déplacements de populations et une pression accrue sur plusieurs services sociaux de base. Les régions du nord et du centre demeurent parmi les zones les plus affectées.

Dans cet environnement volatile, le HCR Mali a poursuivi ses interventions prioritaires en matière de protection, d'assistance et de solutions durables, en étroite collaboration avec les autorités nationales et ses partenaires.

Les interventions se sont principalement concentrées sur la réponse à l'urgence à Koro, qui avait enregistré en début d'année l'arrivée d'un nombre important de réfugiés en provenance du Burkina Faso, exerçant une pression supplémentaire sur les services de base. Dans ce contexte, la coordination avec les acteurs humanitaires s'est poursuivie afin d'assurer une réponse multisectorielle cohérente et complémentaire aux efforts déployés par les autorités.

Par ailleurs, des actions ont été menées dans les secteurs de l'eau, hygiène et assainissement, des abris et articles ménagers essentiels, de l'assistance monétaire, de la protection légale, de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), ainsi que de l'appui à l'enregistrement et à la prévention de l'apatridie. Ces interventions ont permis d'améliorer l'accès à l'eau potable, de renforcer les conditions d'hygiène et d'assainissement, de fournir des abris d'urgence et des kits essentiels à des milliers de ménages, et de soutenir la résilience des familles affectées.

Le trimestre a également été marqué par une avancée significative dans la lutte contre l'apatridie, notamment à travers des activités organisées avec des structures nationales dédiées.

Malgré ces résultats, les besoins humanitaires demeurent supérieurs aux capacités de réponse, en raison de l'insécurité persistante dans certaines zones, des contraintes logistiques et surtout du déficit de financement.

Principales réalisations dans les secteurs

Enregistrement et documentation

Courant la période sous revue, 13 628 réfugiés ont été enregistrés et leurs données biométriques ont été recueillies par la Commission nationale chargée des réfugiés (CNCR), avec le soutien du HCR. Parmi eux, 52 % étaient de nationalité nigérienne et 47 % originaires du Burkina Faso ; 57 % étaient des femmes et 43 % des hommes. Les enfants représentent 62 % de la population enregistrée.

Education

Dans la région de Tombouctou, 113 enseignants ont reçu des kits pédagogiques pour améliorer la qualité de l'enseignement. En outre, ils ont également bénéficié d'un renforcement de leurs compétences en didactique des disciplines, en santé mentale et en éducation inclusive.

Ces actions visent à renforcer la qualité et l'inclusion dans l'enseignement pour un apprentissage plus efficace et adapté aux besoins des élèves.

Solutions Durables

Au cours de ces trois derniers mois, Octobre, novembre et décembre 2025, au total 214 réfugiés maliens retournés ont été enregistrés dans la base de données du Gouvernement du Mali, en provenance de la Mauritanie (169), du Burkina Faso (34) et du Niger (9). Les lieux de destination finale de ces retournés sont les régions de Tombouctou, Gao, Ségou et Mopti.

Apatridie

Au cours du dernier trimestre 2025, trois activités majeures ont été organisées au Mali pour renforcer la lutte contre l'apatridie.

En octobre à Bamako, un atelier présidé par le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a réuni une cinquantaine d'acteurs (société civile, presse, autorités judiciaires, état civil et corps préfectoral) pour vulgariser la loi sur le statut de l'apatride et initier des cadres de concertation.

En décembre, une seconde session à Bamako, présidée par le même Ministère, a rassemblé 80 participants afin de poursuivre la vulgarisation de la loi et renforcer l'implication des acteurs techniques et opérationnels.

Enfin, un atelier tenu en décembre à Kati avec le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, a permis d'élaborer un projet de texte portant création de la Commission nationale chargée des apatrides, qui sera soumis pour examen dans le cadre de la campagne « #IBELONG ».

Eau-Hygiène-Assainissement

Pour accroître la disponibilité en eau potable dans les zones d'accueil, deux forages équipés de Systèmes Hydrauliques Villageois Améliorés (SHVA) ont été réalisés sur le site de Kénéwé, et un puits amélioré du village a été transformé en SHVA pour augmenter sa capacité de distribution. À Koro ville, un forage doté d'une Adduction d'Eau Sommaire (AES) a été installé pour répondre aux besoins en eau des réfugiés et des populations hôtes. Un autre forage équipé de SHVA a également été réalisé pour alimenter un périmètre maraîcher tout en assurant l'approvisionnement en eau potable de la communauté. Afin d'améliorer la gestion de l'assainissement, deux dépôts de transit ont été construits, à Kénéwé et dans le quartier Koro II à Koro ville, complétés par la distribution de 500 poubelles métalliques destinées à soutenir la collecte et la gestion des déchets solides au sein des sites de réfugiés et de la communauté hôte de Kénéwé.
Par ailleurs, le renforcement des infrastructures sanitaires a permis de faciliter l'accès aux services de santé grâce à la réhabilitation de trois blocs de latrines publiques et du dépôt de transit du marché de Koro, à la construction de cinq blocs sanitaires comprenant chacun trois latrines et une douche sur le site de réfugiés de Kénéwé, ainsi qu'à la réhabilitation de huit blocs de latrines publiques au Centre de Santé de Référence (CSRef) de Koro. L'aire de lavage et de vidange des fosses septiques du CSRef a également été réhabilitée, contribuant à l'amélioration des conditions d'hygiène au sein de l'établissement.

Enfin, pour promouvoir de meilleures pratiques sanitaires au niveau familial, la construction de 200 latrines familiales est en cours dans les ménages accueillant des réfugiés, soutenant durablement l'amélioration des conditions d'hygiène au sein des communautés.

Mouvements mixtes

Au cours de la période, au total 1 053 personnes dont des hommes, des femmes des garçons et des filles en mouvement mixte ont été profilées par dans les régions de Tombouctou, Gao et Ménaka. Ce travail de profilage a permis d'améliorer la compréhension des dynamiques migratoires dans ces zones fortement affectées par les déplacements.

Par ailleurs, 936 personnes dont 308 hommes, 411 femmes, 106 garçons et 111 filles ont été sensibilisées au cours de 44 séances organisées par une ONG partenaire du HCR. Ces sessions ont porté sur plusieurs thématiques essentielles, notamment le processus de détermination du statut de réfugié, l'importance de la documentation civile, le mandat du HCR, ainsi que les risques et conséquences des VBG. Ces activités visent à renforcer la protection et l'accès à l'information des populations en déplacement.

En complément, 200 personnes (dont 100 hommes, 60 femmes, 24 garçons et 16 filles) ont été formées sur les risques liés aux restes explosifs de guerre (REG) et aux engins explosifs improvisés (EEI). Cette formation contribue à réduire les risques sécuritaires auxquels les communautés déplacées et hôtes sont fortement exposées dans ces régions.

Protection légale

Au cours de la période, une intervention majeure a été menée dans le cadre de l'appui individuel à la protection des réfugiés. Il s'agit d'un réfugié de nationalité congolaise (RDC) qui a bénéficié d'un accompagnement juridique assuré par un Cabinet Juridique privé. Cet accompagnement a concerné une démarche auprès de l'Inspection du Travail afin de veiller à la préservation de ses droits suite à son licenciement par son employeur.

Violences Basées sur le Genre (VBG)

Au cours du dernier trimestre 2025, les actions menées dans le cadre de la lutte contre les VBG ont été particulièrement intenses et diversifiées dans les localités de Gao, Gossi, Ansongo, Ménaka, Mopti, Douentza et Koro. Au total, 174 survivantes de VBG ont été enregistrées et prises en charge, dont 146 femmes et 28 filles. Les cas rapportés comprennent 67 viols, 36 agressions sexuelles, 29 agressions physiques, 11 mariages forcés, 6 cas de déni de ressources, d'opportunités ou de services, et 25 violences psychologiques ou émotionnelles. La majorité des survivantes sont des personnes déplacées internes, des réfugiées, ainsi que des membres vulnérables des communautés hôtes. L'ensemble des 174 survivantes ont bénéficié d'un accompagnement psychosocial adapté, tandis que 67 d'entre elles ont reçu une prise en charge médicale. Parallèlement, 100 survivantes ont été appuyées dans leur réinsertion socioéconomique afin de soutenir leur autonomie et leur rétablissement. Les activités de sensibilisation ont également été renforcées : 1 161 personnes, dont 142 filles, 128 garçons, 483 femmes et 408 hommes

ont été informées sur les risques, la prévention et les mécanismes de réponse aux VBG dans les zones d'intervention.
En outre, 86 femmes et filles, à risque ou survivantes de VBG, ont reçu des kits de dignité à Ménaka et à Koro pour répondre à leurs besoins essentiels. Dans le but de renforcer la réponse communautaire, 30 membres des Comités locaux de protection communautaire (CLPC), dont 12 femmes, ont été formés sur la cohésion sociale, la protection de l'enfance et la prise en charge des VBG, consolidant ainsi les mécanismes locaux de protection et de prévention.

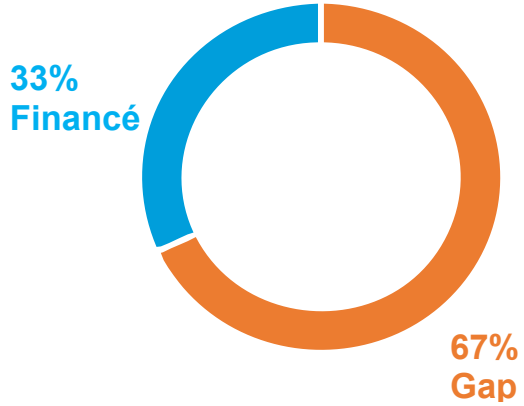
Assistance en Cash

Au cours de la période sous revue, le HCR a poursuivi ses interventions d'assistance en transferts monétaires destinés à soutenir les nouveaux réfugiés et les ménages sinistrés à travers plusieurs régions du Mali. À Bamako, Au total 10818 ménages, composés de 32 740 individus, ont bénéficié du cash pour l'achat des articles ménagers essentiels. Ces assistances ont été réalisés à Bougouni, de Bankass, Koro, Mopti, San. Gao et Ansongo.

En complément de cette assistance pour l'achat des articles non alimentaires, des interventions en cash pour abris ont été réalisées dans le cadre de la réhabilitation des logements affectés par les inondations à Bla, Gao et Menaka. Au total 549 ménages composés de 2974 individus ont reçu cette assistance pour la réhabilitation de leurs habitations endommagées.

Le HCR remercie ses donateurs pour leurs généreuses contributions, qui ont fourni des fonds affectés et flexibles pour soutenir les opérations au Mali en 2025.

Financement au 31 décembre 2025
USD 85 million requis par le HCR Mali en 2025



Merci aux donateurs

EU Echo | Allemagne | Italie | Japon | Luxembourg | Suède | USA | CERF | ECW | UNAIDS | Mastercard Foundation

Le HCR remercie les donateurs de fonds flexibles

Australia | Belgium | Denmark | | France | Germany | Ireland | Italy | Japan | Netherlands | Norway | Republic of Korea | Spain | Sweden | Switzerland | United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland | Australia for UNHCR | España con ACNUR | Sweden for UNHCR | UK for UNHCR | USA for UNHCR | UNO-Flüchtlingshilfe | Private donors in Canada | Private donors in China | Private donors in Italy | Private donors in the Netherlands | Private donors in the Republic of Korea

Mahamadou Diallo, Associate External Relations, diallmah@unhcr.org, Tél : +223 79 34 00 41
Cheick Amadou Diouara, Associate Communication Officer, diouara@unhcr.org, Tel: +223 76 90 90 00
Links : **X (Twitter)**, **Facebook**, **Operational Data Portal**